



Conseil économique et social

Distr. générale
4 juin 2019
Français
Original : anglais

Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2019

(New York, 16 et 20-24 mai et 4 juin 2019)

Résumé

À la reprise de sa session de 2019, qui s'est tenue le 16 mai et du 20 au 24 mai ainsi que le 4 juin 2019, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 508 demandes d'admission au statut consultatif, y compris 265 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 219 organisations, a reporté l'examen de 268 demandes à la reprise de sa session de 2020 et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 21 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi de cinq demandes de reclassement, y compris trois dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé que l'une d'entre elles soient approuvée et a reporté l'examen des quatre autres. Le Comité a également reporté l'examen d'une demande de fusion préalablement renvoyé lors de sessions antérieures. Il a examiné neuf demandes de changement de nom, y compris une dont l'examen avait été reporté ; il a pris acte de huit d'entre elles et a reporté l'examen d'une autre. Il était également saisi de 190 rapports quadriennaux et a pris note de 187 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 15 des organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient sept projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif à 219 organisations non gouvernementales ;



b) De reclasser l'organisation non gouvernementale International Association for the Exchange of Students for Technical Experience, asbl, inscrite sur la Liste, en lui accordant le statut consultatif général ;

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de huit organisations non gouvernementales ;

d) De noter que le Comité a pris acte des 245 rapports quadriennaux de 243 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 21 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées pendant deux sessions consécutives.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil déciderait de retirer le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Global Spatial Data Infrastructure, en raison de sa dissolution.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil déciderait de suspendre, pour une période d'un an, le statut consultatif de 198 organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil déciderait de réadmettre au statut consultatif les 37 organisations qui avaient présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance.

Aux termes du projet de décision V, le Conseil déciderait de retirer le statut consultatif aux 115 organisations non gouvernementales qui n'ont toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance.

Aux termes du projet de décision VI, le Conseil approuverait l'ordre du jour provisoire de la session de 2020 du Comité.

Aux termes du projet de décision VII, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention	5
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption	5
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	5
Projet de décision II	
Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Global Spatial Data Infrastructure Association (GSDI)	19
Projet de décision III	
Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social	20
Projet de décision IV	
Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil	26
Projet de décision V	
Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social	27
Projet de décision VI	
Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2020 du Comité chargé des organisations non gouvernementales	30
Projet de décision VII	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2019	31
II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement et demandes de fusion reçues d'organisations non gouvernementales	32
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	32
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement	40
C. Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut	47
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses	47
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité	48
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	52
C. Questions connexes diverses	52
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	53

V.	Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	54
	Organisations non gouvernementales devant être entendues par le Conseil à sa session de 2019	55
VI.	Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	58
VII.	Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2020 du Comité	58
VIII.	Organisation de la session	59
	A. Ouverture et durée de la session	59
	B. Participation	62
	C. Élection du Bureau	62
	D. Ordre du jour	62
IX.	Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2019	63

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif spécial aux 219 organisations non gouvernementales ci-après :

Action citoyenne pour l'information et l'éducation au développement durable

Action pour le respect et la protection de l'environnement

Action progressive pour la gestion de l'environnement

Actions pour la réinsertion sociale de la femme

Afraz Cultural Association

Afric'ompétence

Afrique secours Congo

Agir pour le développement (Act-Dev)/Act for Development (Act-Dev)

Ajoke Ayisat Afolabi Foundation

Aleh Jerusalem Centres

Alianza Americas

All Believers Pentecostal Church International

All-Ukrainian Association "Successful Guards"

Anandi

A New Dawn – Bedouin Jewish Centre in the Negev for Equality and Accessibility in Education, Research, Peace and Welfare Services (R.A.)

Anti-trafficking Action (ASTRA)

Arms of Comfort Foundation

Asociación Civil Kapé

Asociación Cultural Nueva Acrópolis de El Salvador

Asociación para la Prevención, Reinserción y Atención a la Mujer Prostituida

Associação Jadir de Taekwondo

Associació Benestar i Desenvolupament (ABD)

Association against Women Export (AAWE)

Association of Professional Social Workers and Development Practitioners

Association pour l'encadrement des démunis et des déshérités (AFEDESE)
Association pour la sensibilisation de la drépanocytose
Association pour le rayonnement du Mali – « Mali Yanga »
Association pour une jeunesse africaine progressiste
Australian Federation of Disability Organisations Ltd. (AFDO)
Aydın Doğan Vakfı
Azad Foundation (India)
Barisal Unnyon Sangstha (BUS)
Beijing Crafts Council
Bizchut – The Israel Human Rights Center for People with Disabilities, charity
Boğaziçi Üniversitesi Mezunları İş İnsanları Derneği
Broad National Movement (BNM)
Bureau international des containers et du transport intermodal (BIC)
Burundi Rugby League /Rugby à XIII
Canadian Network for Maternal, Newborn and Child Health/ Réseau canadien sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants
Care 2 Give, Inc.
Casa Hunter – Associação Brasileira dos Portadores da Doença de Hunter e Outras Doenças Raras
Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops
Center for Sex Education and Family Life Ltd./Gte
Central Integrada de Apoio Familiar Pastor Rubens de Castro
Centre du commerce international pour le développement
Centre for Health Science and Law (CHSL)
Centro internazionale sindacale per la cooperazione sviluppo
Centro Mujeres, AC
Chavara Cultural Centre
China Charity Alliance
Christian Women for Excellence and Empowerment in Nigerian Society
Co-Exist Initiative Organization
Collectif Alpha Ujuvi
Community Human Rights and Advocacy Centre (CHRAC)
Concern on Innovative Radiance Society
Concertation nationale de la société civile du Togo (CNSC-Togo)
Construisons ensemble le monde
Cruelty Free International
Darfur Women Action Group

Derecho Ambiente y Recursos Naturales
Disabled Women's Association
Dream Doctors, RA
Earth
El Cantare Foundation
El Halev – The Organization for Martial Arts for Women in Israel, RA
ELEM – Youth in Distress
Envisions Institute of Development
Equality for Peace and Democracy Organization
Faudar Rural Educational Society for Harijans
Federación de la Mujer Rural
Federación Internacional de Empresarias (BPW Spain)
Fondation Sounga
Forum de la jeunesse pour le développement durable (FOJEDD)
Foundation for Partnership Initiatives in the Niger Delta
Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA)
Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza
Fundación para la Democracia Internacional
Fundación para la Mejora de la Vida, la Cultura y la Sociedad
Fundación Ronda
Fundación Saraki
Fundación Voluntarias Contra el Cancer, AC
Gender and Environmental Risk Reduction Initiative
Global Buddhist Foundation
Goringhaicona Khoi Khoi Indigenous Traditional Council
Grace Leadership Foundation, Inc.
Great Enlightenment Lotus Society, Inc.
Green and Better World
GSM Association
Haitian Connection
Health, Limited
Healthy Aging India
HelpAge India
Hope and Homes for Children
Human Is Right
Human Rights & Democratic Participation Center “SHAMS”

ILAN – Israel Association for Children with Disabilities, RA
Imani Works Corporation
IMPACT Foundation, Inc. – The Emmanuel & Una Springer Memorial Foundation
Inclusion Ghana
Institut mobile d'éducation démocratique (IMED)
Instituti për Kërkime dhe Alternativa Zhvillimi
Istituto Global da Paz
International Association of Justice Watch
International Convocation of Unitarian Universalist Women
International Council for Small Business
International Programme on the State of the Ocean
Investment Migration Council
Iran Autism Association
Istituto Diplomatico Internazionale
Jamia Islamiya Umar Faruk Charitable Trust, Solapur
Japan Society for History Textbook
Kaleidoscope Human Rights Foundation, Ltd.
Karelian Republican Public Organization “Center for Support of Indigenous Peoples and Civic Diplomacy – Young Karelia (Molodaya Karelia)”
Kesher – The Home for Special Families, RA
King Khalid Foundation
Kuentai Non-Profit Organization
Kuentai-USA
Kuu Tinaa
Lasses Education & Healthcare Initiative
Les femmes, la force du changement
“Life & Business” Creativity Development Foundation
Lion Damien Club
Maalkop Trading and Projects
Maji Mazuri Centre International
Mandela Center International
Merja Zarka
Migrant Offshore Aid Station Foundation (MOAS)
Miss Caricom Int'l Foundation CIP, Inc.
Musawah Global Vision Berhad
Muslim American Leadership Alliance

My Heart's Appeal, Inc.
National Association of Professional Social Workers in India
National Campaign for Education – Nepal
Northern Council for Global Cooperation
Observatoire tunisien de l'économie
Occupational Knowledge International
Ofanim – Non-profit Association for the Advancement of Children and Youths
in Israel
Offthehook Foundation for Rural Dwellers
Okowa Five Charity Initiative
OneMama Incorporated
ONG Norte Verde y Medio Ambiente
Organisation Attawassoul pour la santé, la femme et l'enfant
Organisation internationale de solidarité d'amitié et de tolérance (OISAT-
WASAT)/World Association for Solidarity and Tolerance (OISAT-WASAT)
Organisation internationale des sciences chimiques pour le développement
Organisation internationale pour l'enfance
Organisation of African Youth
Organised Centre for Empowerment and Advocacy in Nigeria
Organização Nova Acrópole Lago Norte
Parents and Friends of Ex-Gays and Gays, Inc. (P-FOX)
Partnership for Observation of the Global Oceans Society
Pasifika Migrant Services Charitable Trust
Peaceever TV International Media Group, Inc.
People Empowering People, Africa
Project HOPE – The People-to-People Health Foundation, Inc.
RASHID International, eV
Rose Academies, Inc.
Sahaj Sansthan Nokhada
Servicios y Asesoría para la Paz
Shuchona Foundation
Social & Economic Action for Lebanon, Inc.
Social Watch/Contrôle citoyen au Bénin
Society for Economic Empowerment and Entrepreneurship Development
Society for Union of Muslims And Empowerment (SUMAE)
Solidar Tunisie
Srei Foundation

Stichting CHOICE for Youth and Sexuality
Stichting Ezidis
Stichting Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict
Stichting Partnership on Sustainable, Low Carbon Transport Foundation (SLoCaT)
Stichting Wildlife Justice Commission
Stolypin International Institute of Informatization and Public Administration
Süreyya Eğitim Kültür ve Dayanışma Derneği
Sustainability Literacy Test (SULITEST)
Sustainable Run for Development
Swedwatch
Synergie féminine pour la paix et le développement durable
Synergie Institute of Trade Commerce and Industry
Talent Incubator
Telangana Jagruthi
The Alchemical Nursery Project, Inc.
The Cosmos Foundation
The F W de Klerk Foundation Trust
The Health Officers Council of British Columbia
The Islamic Relief Association for the Orphan and the Poor
The Palestinian Consultative Staff for Developing NGOs in Jenin Governorate
The World Organization for Education, Science and Development
Transforming Africa Initiative (TAI)
Trauma Care International Foundation
Tumuku Development and Cultural Union (TACUDU)
Uganda National NGO Forum
Union des jeunes citoyens d'Afrique
Union des peuples autochtones pour le réveil au développement
Union of Northwest Human Rights Organisations
Union pour le développement et la coopération (UDEC)
UNISC International
United States Council for International Business, Incorporated
Unity Housing Company
“Vətəndaşların Sosial Rifahı Naminə” ictimai birliyi
Vicar Hope Foundation
Voice of Specially Abled People, Inc.
Voie éclairée des enfants démunis (VED)

Voluntary Integration for Education and Welfare of Society
 Watershed Organisation Trust (WOTR)
 West Africa Coalition for Indigenous Peoples' Rights (WACIPR)
 Women and Youth Development Initiatives
 Women Entrepreneurship Platform
 Women in International Security (WIIS)
 Women in Politics Forum
 Women's Fund for Peace and Human Rights (WFPHR)
 Women's Ordination Conference
 World Federation of Acupuncture-Moxibustion Societies
 World Roma Federation, Inc.
 World Toilet Association
 World Trade United Foundation, Limited
 Wynad Social Service Society
 Yayasan Kota Kita Surakarta
 YouChange China Social Entrepreneur Foundation
 Youthlead/Jeunes Leaders
 YWCA of Japan

b) De reclasser l'organisation non gouvernementale International Association for the Exchange of Students for Technical Experience, asbl, qui était inscrite sur la Liste et à laquelle est accordé le statut consultatif général ;

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des huit organisations non gouvernementales suivantes :

Association for Childhood Education International (Liste, 1977) en Childhood Education International

Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme (statut consultatif spécial, 2016) en International Council Supporting Fair Trial and Human Rights

Fédération de la ligue démocratique des droits des femmes (statut consultatif spécial, 2018) en Fédération des ligues des droits des femmes

International Confederation of Childhood Cancer Parent Organizations (statut consultatif spécial, 2010) en Childhood Cancer International

International HIV/AIDS Alliance (statut consultatif spécial, 2000) en Frontline AIDS, Ltd.

International Institute of Higher Studies in Criminal Sciences (statut consultatif spécial, 1989) en Siracusa International Institute for Criminal Justice and Human Rights

International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples (statut consultatif spécial, 1953) en Unis pour l'équité et la fin du racisme

Mental Disability Advocacy Center Foundation (MDAC) (statut consultatif spécial, 2011) en Validity Foundation – Mental Disability Advocacy Centre

d) De noter que le Comité a pris acte des 245 rapports quadriennaux des 243 organisations non gouvernementales ci-après¹ :

Academy of Labour and Social Relations

Action contre la faim (2013-2016)

Action for Development (Suisse)

Actions et interventions pour le développement et l'encadrement social

Africa Network for Environment & Economic Justice, Ltd./Gte.

Africa Speaks

African Centre for Democracy and Human Rights Studies (2013-2016)

African Services Committee, Inc.

AFS Inter-Cultural Programs, Inc.

All Christians Welfare Association

Alliance Defending Freedom

All-Russian Society of Disabled People

Al-Mahdi Institute (2013-2016)

Al-Maqdese for Society Development

Alut – The Israeli Society for Autistic Children

American College of Sports Medicine

American Psychiatric Association

American Society of Safety Engineers

Anchor of Salvation International Ministries (2013-2016)

Antioch Christian Centre

Argentine Society of Pediatrics

Asian-Eurasian Human Rights Forum

Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos (AEDIDH)

Associação Brasileira de Gays, Lésbicas e Transgêneros (2013-2016)

Association for Aid and Relief, Japan (AAR)

Association marocaine pour la promotion de la femme rurale

Association nationale pour l'évaluation environnementale

Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral

Association santé et environnement (2013-2016)

Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication

Bangladesh Rural Advancement Committee (2013-2016)

BioRegional Development Group

¹ Les rapports concernent la période 2014-2017, sauf indication contraire entre parenthèses.

Blagovest Center of People's Help International Public Charitable Organization
Bundesarbeitsgemeinschaft der Senioren-Organisationen
Business Council for Sustainable Energy
Canadian Environmental Network (2013-2016)
Cell of Alternative Youth Activities
Center for Oceans Law and Policy
Center for Organisation Research and Education (2013-2016)
Centre de recherche et d'éducation pour le développement (CREPD) (2013-2016)
Centre féminin pour la promotion du développement (CEFEPD)
Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos
Centro di Ricerca e Documentazione Febbraio 74
Child Care Consortium
China Disabled Persons' Federation
Chinese Young Volunteers Association
Christian Conference of Asia (2012-2015)
Comité catholique contre la faim et pour le développement
Community Alliances for Drug Free Youth
Community Development Volunteers for Technical Assistance
Concerned Women for America (CWA) (2013-2016)
Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Relationship
with the United Nations
Dayemi Complex Bangladesh
Dominicans for Justice and Peace – Order of Preachers
Dones per la Llibertat i Democràcia
Donne in Rete contro la Violenza, ONLUS
Down Syndrome International
Earth Push, Ltd./Gte.
Eastern Regional Organization for Public Administration
Education International
Educational Foundation for African Women
Egyptian Council for Foreign Affairs
Ekta Welfare Society (2013-2016)
End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for
Sexual Purposes, Inc.
Environmental Camps for Conservation Awareness
Environmental Protection and Conservation Organisation (2013-2016)
Environment-People-Law

Equality Now (2013-2016)
European Humanist Federation
European Space Policy Institute
European Union of Women
EUROSOLAR Turkey
Exchange and Cooperation Centre for Latin America/Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine
Family Africa
Federación Internacional de Fe y Alegría (2011-2014)
Fédération européenne des femmes actives en famille
Federation of American Scientists (2013-2016)
Fondation européenne pour le développement durable des régions (2013-2016)
Fondation pour un centre pour le développement socio-économique/Foundation for a Center for Socio-Economic Development
Fridtjof Nansen Institute (2013-2016)
Fundación Contemporánea
Fundación Democrática Ítalo-Americana
Fundación Eudes
Fundacion para Estudio e Investigación de la Mujer
Gargar Foundation for Development
Generation Initiative for Women and Youth Network
Global Alliance against Traffic in Women
Global Civil Initiatives, Inc.
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights
Global Spatial Data Infrastructure
Global Voices
Grassroots Organisations Operating Together in Sisterhood
Greek Council for Refugees (2013-2016)
Green Planet
Greenpeace International
Groupe pivot : droit et citoyenneté des femmes
Habitat International Coalition (2013-2016)
Harm Reduction Coalition
Hong Kong Federation of Women's Centres
Hope for Africa
House of Jacobs International
Human Resource Development Foundation

Human Rights Advocates Inc. (2013-2016)
IBON International Foundation, Inc.
IDPC Consortium
Imamia Medics International
Incorvuz-XXI
Indonesian Child Welfare Foundation
Institute for Economics and Peace, Limited
Institute for Multicultural Counseling and Education Services, Inc.
Institute of Global Education
Instituto da Criança
Integrated Development in Focus
International Academy of Sciences on Information, Information Procedures and Technologies (IASIPT) (2013-2016)
International Association for Human Values
International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm
International Association for Integration, Dignity and Economic Advancement (IDEA)
International Association for Women's Mental Health
International Association of Lions Clubs
International Association of Ports and Harbors
International Association of Y's Men's Clubs
International Center of the Roerichs
International Civil Society Centre : Convening Capacity-Building Research gGmbH
International Commission on Irrigation and Drainage
International Congo Aid – Smile African Children
International Council of Academies of Engineering and Technological Sciences, Inc. (CAETS) (2013--2016)
International Council of Chemical Associations
International Council of Societies of Industrial Design (ICSID)
International Council on Jewish Social and Welfare Services
International Council on Social Welfare (2012-2015)
International Family Forestry Alliance, Inc. (2013-2016)
International Federation for Home Economics (2013-2016)
International Federation for Human Rights Leagues (2012-2015)
International Federation of Hard-of-Hearing Young People (2013-2016)
International First Aid Society
International Gay and Lesbian Human Rights Commission

International Initiative for Peace (2013-2016)
International Justice Resource Center, Inc.
International La Strada Association
International Psychoanalytical Association Trust
International Rainwater Harvesting Alliance
International Relations Students' Association of McGill University
International Society for Small and Medium Enterprises
International Union for the Scientific Study of Population
International Women Bond (2013-2016)
International Women's Democracy Center
International Women's Writing Guild
Interregional Non-Governmental Organization "Centre for Support of Indigenous Peoples of the North" (CSIPN)
Intersos Humanitarian Aid Organization
Japanese Association of International Women's Rights (JAIWR)
Jeunes volontaires pour l'environnement (2013-2016)
JMJ Children's Fund of Canada
John D and Catherine T MacArthur Foundation
Jossour forum des femmes marocaines
Kitakyushu Forum on Asian Women (KFAW)
Kiwanis International
Korea Freedom Federation
LatCrit
Lawyers for Lawyers (2013-2016)
Lawyers without Borders (2012-2015)
Lawyers' Rights Watch Canada (2013-2016)
Leadership for Environment & Development, Inc. (LEAD International)
Leadership Watch
Leonard Cheshire Disability
Lesbian and Gay Federation in Germany
Mahila Dakshata Samiti (2012-2015)
Malaysian Relief Agency Foundation
Management Sciences for Health, Inc.
Mankind Welfare Organization
Maruah – Working Group for an ASEAN Human Rights Mechanism, Singapore
Maryknoll Fathers and Brothers
Maryknoll Sisters of St. Dominic, Inc.

Medical Aid for Palestinians (MAP)
Mennonite Central Committee
Mercy Corps
Migrants Rights International (MRI) (2013-2016)
Minhaj-ul-Quran International (2011-2014)
Minority Rights Group (2012-2015)
Miracle Corners of the World
Mujer para la Mujer, A.C.
National Association of Criminal Defense Lawyers
National Association of Drug Court Professionals
National Association of Vocational Education of China
National Congress of American Indians
National Council of Women of Canada (2013-2016)
Norwegian People's Aid (2013-2016)
Novartis Foundation for Sustainable Development (2013-2016)
Observatoire international pour la non-violence – communes des nations pour la paix
Operation ASHA
Organisation des jeunes pour le monde d'avenir (2013-2016)
Organisation marocaine des droits humains
Organisation pour l'environnement et le développement durable (OPED) (2013-2016)
Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement International (2011-2014)
Pakistan Fisherfolk Forum
Participatory Rural Development Society (PRDS)
People's Decade of Human Rights Education
People's Solidarity for Participatory Democracy (2012-2015)
Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants
Presbyterian Church (USA)
Pro-Biodiversity Conservationists in Uganda, Limited (2013-2016)
Rassemblement des frères unis pour le développement socioculturel (RAFUDESC-Bénin)
RefugePoint, Inc.
Reporters sans frontières International/Reporters without Borders International (2005-2008)
Reporters sans frontières International/Reporters without Borders International (2009-2012)

Rozan
Rural Reconstruction Nepal (2103-2016)
Safe Society
Saferworld
Saint Petersburg Institute of Bioregulation and Gerontology of the North-
Western Branch of the Russian Academy of Medical Sciences
Samaj Kalyan O. Unnayan Shagstha (SKUS)
Scholars at Risk Network (2013-2016)
Share International, Inc.
Shikhar Chetna Sangathan (2013-2016)
Singapore Council of Women's Organisations
Social Development & Management Society
Society of American Law Teachers, Inc.
Solar Electric Light Fund
Special Abilities Development Association (SADA)
Sun Charity USA
Swedish NGO Foundation for Human Rights (2013-2016)
Tanzania Development Support, NFP
Technical Centre for Fine Art and Computer Studies, CIG (2013-2016)
The Ford Foundation
The New York Fertility Research Foundation, Inc.
The Vance Center (2013-2016)
Tides Center
Tiye International
Türkiye Kadın Girişimciler Derneği
Union Women's Center
Vienna Institute for Development and Cooperation
Waterkeeper Alliance, Inc.
Wildlife Conservation Society
Witness (2013-2016)
Women Research Center (2013-2016)
Women's Welfare Centre
World for World Organization
World Future Council Foundation
World Jewish Congress (2011-2014)
World Lung Foundation (2013-2016)
World Organisation against torture

World Organisation against Torture (2010-2013)

World Organisation of the Scout Movement

World Toilet Organisation, Limited (2013-2016)

World Vision International (2012-2015)

Yemen Family Care Association

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 21 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Akhil Bharatiya Human Rights Organisation

Alliance to Renew Co-operation among Humankind

Association Concerning Sexual Violence against Women

Association réseau de centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active du Cameroun

Chorbut Local Support Organization (Chorbut LSO)

Club des amis de la moughataa de Moudjeria

Cooperación Internacional

Dream Touch for All

Euro-Mediterranean Human Rights Network

European Centre for Democracy and Human Rights, Limited

Foundation for Human Rights Initiative (FHRI)

Global Coalition for Peace and Security, Inc.

IAMANEH Schweiz/Suisse/Svizzera/Switzerland

Pan African Girl Child Education Foundation

Philippine Social Enterprise Network, Inc.

Rohingya League, Ltd.

Sohag Community Development and Caring Children with Special Needs Association

The Egyptian Coordination for Law and Justice

Vikash Deep

Women Living under Muslim Laws – International Solidarity Network (WLUML)

Youth and Development Consultancy Institute

Projet de décision II

Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Global Spatial Data Infrastructure

Le Conseil économique et social décide de retirer le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Global Spatial Data Infrastructure en raison de sa dissolution.

Projet de décision III
Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales
dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application
de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social

Ayant confirmé, à la reprise de sa session en mai 2019, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance qu'elles étaient tenues de le faire, leur avait expliqué les conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2019 et avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'une année, le statut consultatif des 198 organisations non gouvernementales ci-après, et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées.

8th Day Center for Justice

AAHUNG

ACTIVE – Sobriety, Friendship and Peace

African Development Solutions (ADESO)

African Refugee Development Center

Afro Centre for Development Peace and Justice

Ain o Salish Kendra – Law and Mediation Centre

Airports Council International

Alliance for Development and Population Services (ADEPS)

American Cancer Society

Arsenal Force Vive

Asia-Pacific Development Center on Disability Foundation

Asociacion Civil Consorcio Desarrollo y Justicia

Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente

Asocijacija za Demokratsku Inicijativu

Association Africaine de l'Eau

Association Congolaise d'Education et de Prevention Contre des Maladies et la Drogue

Association des jeunes pour le developpement humain et la protection de l'environnement

Association des Populations des Montagnes du Monde

Association générale des intervenants retraités pour des actions bénévoles

Association Internationale de Lutte Contre la Pauvrete et pour le Developpement (AIPED)

Association internationale des droits de l'enfant en difficulté et dans la souffrance

Association of European Parliamentarians for Africa
Association of Interbalkan Women's Cooperation Societies
Association of NGOs of Aotearoa Incorporated
Association of Women for Action and Research
Association of Women in Technology in Nigeria
Association pour la Lutte contre le Travail des Enfants au Niger
Ayande Roshan Nokhbegan Foundation
Ayuda y Solidaridad con las Ninas de la Calle
Azerbaijan Women and Development Center
Bala Atibala Samaj Sevi Sanstha
Becket Fund for Religious Liberty
Bibliothèques Sans Frontières
Biopolitics International Organisation
Blue Planet Project, Inc.
Brazilian Foundation of America
Bridges International
Caribbean and Latin America Trade Association
Caucasus Environmental NGO Network
Center for Health, Human Rights and Development (CEHURD) Limited by Guarantee
Centre de recherches et de promotion pour la sauvegarde des sites et monuments historiques en Afrique
Centre for Development Strategy
Centre for Humanitarian Enhancement
Centre for Science in the Public Interest
Children's Rights Advocacy and Lobby Mission – Africa (CALM-Africa)
Chinese Immigrants Services, Inc.
Clean Energy Council Limited
Clefsdufutur.org-ONG-CDF.org-Groupe G6
Co-Habiter
Common Era, LLC
Cooperation and Participation in Overseas NGOs
Coordinadora de la Mujer
Corporate Social Responsibility Awareness and Advancement Initiative
Couple to Couple League International, The
Defense Small Arms Advisory Council
Deniz Feneri Yardimlasma ve Dayanisma Dernegi

Dialogue Interreligieux Monastique
EarthGame
Eco-Accord – Center for Environment and Sustainable Development
Eco-Tiras International Environmental Association of River Keepers
Eesti Naisteühenduste Ümarlaua Sihtasutus
EG Justice
Egyptian Association for Educational Resources
EMDR Humanitarian Assistance Programs, Inc.
Emirates Human Rights Association
Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria
Espoir pour Tous
EveryChild
Exodus Cry Inc
Family Research Council
Federation of Women Lawyers in Kenya
Femienza North America, Inc.
Femmes Afrique solidarité
Fondation Chantal Biya
Foundation for Amity and Nation Solidarity
Foundation for Released Prisoners
Foundation for the International Network of Museums for Peace
Frankfurt School of Finance and Management gemeinnützige GmbH
Friends of Farm Workers
Fund for the City of New York, Inc.
Fundación Alia2
Fundacion Alvaralice
Fundación Centro de Gestión Tecnológica e Informática Industrial
Fundación Lonxanet para la Pesca Sostenible
Fundacion UNITRAN
Getting Out By Going In
Gleichmass e.V.
Global Afrikan Congress
Global Alliance for Women's Health
Global Footprint Network Inc
Global South Watch
Global Witness

Green Asia Network
Hope for the Nations
Human First, Inc.
Human Rights Commission of Pakistan
Human Touch India
Humanitarian Accountability Partnership International
Humanitarian Organization for Migration Economics
Indigenous People of Africa Coordinating Committee
Initiative for Change-IFC
Institut de politique familiale
Institute for Advanced Sustainability Studies e.V. (IASS)
Institute for Energy and Environmental Research, The (IEER)
Institute for Justice and Reconciliation
Institute of Inter-Balkan Relations
Institute of International Sociology of Gorizia
Istituto Humanitare
Integrity and Transparency Promotion Initiative
Inter-American Parliamentary Group on Population and Development
International Blue Crescent Relief and Development Foundation
International Coastal and Ocean Organization
International Commission on Workforce Development
International Environmental Law Research Centre
International Federation of Inspection Agencies
International Federation of Liberal Youth
International Gender Policy Network
International House
International Insolvency Institute
International League for Human Rights
International Planned Parenthood Federation, Africa Region
International Research Foundation for Development
International Space University
International Sustainable Energy Organisation for Renewable Energy and Energy Efficiency (ISEO)
International Voice of Justice
Internet Society
Israel Women's Network
Israeli Committee Against House Demolitions

Jamaicans for Justice Limited
Jana's Campaign, Inc.
Jeunesse Technologie Développement
Kanchi Limited
Kongres Wanita Indonesia
Korea International Volunteer Organization (KVO)
Krishi Gyan
Kuchlak Welfare Society
Le Forum pour l'Integration des Migrants
Love for Israel Relief Fund – The Fund for Advancing Social Projects (RA)
Mamta – Health Institute for Mother & Child
MaterCare International
Miramed Institute
National Coordinator for Human Rights
National Organization of Women's Association in the Bahamas
National Seniors Australia Ltd
Nehru Foundation for Development – Centre for Environment Education Society
Netherlands Centre for Indigenous Peoples (NCIV)
New Reality International
New York State Bar Association
ONG Kala Geneve International
Onkod Relief and Development Organization
Optimistes Sans Frontières
Pakistan Institute of Legislative Development And Transparency (PILDAT)
Pakistan Youth Organization
Peace on Earth Advocacy Center
Peace Village Network Association, Inc.
Plan Sweden
PLURIELS, Centre de Consultations et d'Etudes Ethnopsychologiques
Project Chernobyl Inc.
Pure in Heart America Inc
Rainforest Foundation
Rainforest Foundation International
Ray of Hope
Reach Out & Care Wheels
Rehabilitation International

Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant « NADA »
Réseau national des ONG des droits de l'homme
Roundtable on Sustainable Palm Oil
Russian Community of Latvia
Sairam Population Research Trust
Saviya Development Foundation
Sindhica Reforms Society (Sindhica)
Sinha Institute of Medical Science and Technology
Social Ecology Foundation
Society of International Humanitarian Surgeons
Stat-View Association
Stichting Global Forest Coalition
Stiftelsen Atlas-Alliansen
Stiftung BASE (Basel Agency for Sustainable Energy)
Students' Relief Society
The Arab Association for Human Rights
The Microfinance Club of New York Inc.
The Registered Trustees of the Friends of AIDS Support Trust
The Vanier Institute of the Family/L'institut Vanier de la Famille
The Women's Welfare Trust
Union of Legal Entities "Eurasian Economic Club of Scientists" Association
United Network of Young Peacebuilders
Universal Muslim Association of America, Inc.
Urban Justice Center
Vital Voices Global Partnership
Viva Rio
Voluntary Aid Association
Women and Law in Southern Africa Research and Educational Trust
Women Thrive Worldwide
Women's Legal Education and Action Fund
World Peace and Economic Development Organization
World Road Association
World Student Christian Federation

Projet de décision IV
Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales
qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application
de la résolution 2008/4 du Conseil

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2018/255 du 24 juillet 2018, de réadmettre au statut consultatif les 37 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance :

Action contre la faim

African Centre for Democracy and Human Rights Studies

Al-Mahdi Institute

Anchor of Salvation International Ministries

Associação Brasileira de Gays, Lésbicas e Transgêneros

Association Santé et Environnement

Bangladesh Rural Advancement Committee

Center for Organisation Research and Education

Centre de Recherche et d'Éducation pour le Développement (CREPD)

Concerned Women for America (CWA)

Ekta Welfare Society

Environmental Protection and Conservation Organisation

Federation of American Scientists

Fondation Européenne pour le développement durable des régions

Fridtjof Nansen Institute

Greek Council for Refugees

International Academy of Sciences on Information, Information Procedures (IASIPT) and Technologies

International Council of Academies of Engineering and Technological Sciences, Inc. (CAETS)

International Family Forestry Alliance, Inc.

International Federation of Hard of Hearing Young People

International Initiative for Peace

International Women Bond

Jeunes Volontaires pour l'Environnement

Migrants Rights International (MRI)

Norwegian People's Aid

Novartis Foundation for Sustainable Development

Organisation des Jeunes pour le Monde d'Avenir

Organisation pour l'Environnement et le Développement Durable (OPED)

Pro-Biodiversity Conservationists in Uganda Limited

Rural Reconstruction Nepal
 Shikhar Chetna Sangathan
 Swedish NGO Foundation for Human Rights
 Technical Centre for Fine Art and Computer Studies CIG
 The Vance Center
 Women Research Center
 World Lung Foundation
 World Toilet Organisation Limited

Projet de décision V

Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social

Ayant confirmé, à la reprise de sa session en mai 2019, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance et dont le statut avait été suspendu par le Conseil économique et social en application de sa décision 2018/255 du 24 juillet 2018 qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, qu'il les avait averties des conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2019 et qu'il avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2018/255 du 24 juillet 2018, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 115 organisations non gouvernementales ci-après et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées.

Access Bangladesh Foundation
 Africa Peace Forum
 African Palliative Care Association
 Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization
 Aleut International Association, The
 Alpha Kappa Alpha Sorority
 American Medical College of Homeopathy
 Asia Pacific Network Information Centre
 Asian Partnership for the Development of Human Resources in Rural Asia (AsiaDHRRA)
 Asociación Centro Indígena para el Desarrollo Sostenible (CINDES)
 Associação Brasileira de Celulose e Papel
 Associação Novo Encanto de Desenvolvimento Ecológico
 Association Al-Biri Charitable (Al-Khaireh)
 Association des Badinga du Congo (ABADIC)
 Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education, Inc.

Association Ibn Sina pour le Traitement des Malades et Sinistrés
Association Tierra Incógnita
Association Trait d'Union des Jeunes Burkinabé
Benin Rural Assistance (BRA)
Centre de Developpement Agro-Pastoral de Djolu
Centre de Formation aux Techniques Informatiques
Comité de Lutte Contre les Pandémies pour le Développement Durable au Cameroun (CLPC)
Committee for Hispanic Children and Families
Community Awareness Raising Advocacy Ven : Arround Needs (CARAVAN)
Confederation of Business Women of Russia
Consortium Congo Development
Ecumenical Advocacy Alliance
Educació per a l'Acció Crítica (EPAC)
Ekap Achi Foundation
Environmental Defense Fund
Ethics Institute of South Africa
Eurasian Harm Reduction Network
European AIDS Treatment Group
European Bureau for Lesser Used Languages (EBLUL)
European Institute, The
European Window Film Association
Family Welfare in Brazil Civil Society (BEMFAM)
Fondation Nature & Vie
Fondation pour le Dialogue des Civilisations
Foundation for International Training
Foundation for the American Indian
Foundation for Women
Friends of the Global Fund Africa Ltd/Gte
Fundación de Ayuda contra la Drogadicción
Gede Foundation, Inc.
Global Environment & Technology Foundation
Global Rights
Globe Vert
Grameena Vikas Samithi (Conserve Nature for a Better Future)
Groupe Communication Internationale en Technologies Cultures et Services
« G.CITCS »

Groupe d'Action pour la Protection et la Promotion de la Flore et la Faune
Gwoup Lespwa ak Lavi (GLL)
Heartbeat International Foundation Inc
Help A Child Africa
Human Rights Network (HURINET)
ICVolunteers
Impacto Asociación Civil
Institute for War and Peace Reporting
International Association for Impact Assessment
International Association of Medical Colleges (IAOMC)
International Association of Science Parks
International Center for Clubhouse Development
International Center Innovations in Civic Participation (ICP)
International Critical Incident Stress Foundation
International Institute for the Development of Citizenship (IIDAC)/Instituto
Internacional para o Desenvolvimento da Cidadania
International Islamic Federation of Student Organizations
International Relief Friendship Foundation
International Research Centre for Environmental Structures "Pio Manzù"
International Services Association
International Society for Traumatic Stress Studies
Iranian Vegetable Oil Industries Association
John Dau Foundation
Kenya Healthcare Federation
Kinder in Kenia
Kuwait Information Technology Society
Landsradet for Sveriges Ungdomsorganisationer
Lebanese Association for Popular Action (AMEL)
LIGHT Africa
Maharashtra Foundation
Mani Tese '76
Mauritius Council of Social Service
Medical Emergency Relief International
Mediterranean Council for Burns and Fire Disasters
Merciful Assistance Foundation
Mission des Volontaires Contre la Pauvreté
National Council for Research on Women

National Law Center on Homelessness and Poverty
Organisation de Développement et des Droits de l'Homme au Cameroun
Organisation Internationale pour le Développement Intégral de la Femme
Per Ankh, Inc.
Prisoners' Legal Service Inc.
Réseau National de la Jeunesse de Côte d'Ivoire (RNJ-CI)
Ripples International Registered Trustees
Rodale Institute, The
Sawiris Foundation for Social Development
Scouts du Niger
Smile of a Child
Social Welfare Corporation "Merry Year Foundation"
Solidarité pour un Monde Meilleur
South Asia Partnership Pakistan
Sustainable Rural Community Development Organisation (SURCOD) Limited
The Competitiveness Company Limited
The Islamic Foundation
TOKACF Consul Cabinet Cameroon
Twekembe Association Centre for Rural Systems and Development
Vicony's Global Success World
Volunteers for Africa (VFA)
Watson Institute for International Studies
WebForce International
World Council of Credit Unions, Inc.
World Federation of UNESCO Clubs, Centres and Associations
World Political Forum (WPF)
Yad Sarah
Yemeni Women Union
Yukon River Inter-Tribal Watershed Council (YRITWC)

Projet de décision VI

Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2020 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social :

a) Décide que la session ordinaire de 2020 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendra du 20 au 29 janvier et le 7 février 2020 et que la reprise de la session aura lieu du 18 au 28 mai et le 5 juin 2020 ;

b) Approuve l'ordre du jour provisoire de la session de 2020 du Comité tel qu'il figure ci-après.

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté ;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2021 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

Projet de décision VII
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales
sur les travaux de la reprise de sa session de 2019

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2019.

II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement et demandes de fusion reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures » et le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 17^e à sa 27^e séance, du 16 au 24 mai 2019. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen aux sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2019 (E/C.2/2019/CRP.35) et demandes de reclassement dont le Comité a reporté l'examen lors des sessions qu'il a tenues entre 2015 et 2019 (E/C.2/2019/CRP.36) ;

b) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2019/R.2/Add.24 et E/C.2/2019/R.2/Add.44) ;

c) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de reclassement devant être examinées par le Comité (E/C.2/2019/R.3/Add.1) ;

d) Mémoire du Secrétaire général relatif à une demande de fusion dont l'examen a été reporté à une session antérieure devant être examinée par le Comité (E/C.2/2019/CRP.37)

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 21^e à sa 27^e séance, du 21 au 24 mai. Il a examiné 265 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif à 63 organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Aleh Jerusalem Centres

Alianza Americas

A New Dawn – Bedouin Jewish Centre in the Negev for Equality and Accessibility in Education, Research, Peace and Welfare Services (R.A.)

Association Of Professional Social Workers And Development Practitioners

Association pour une jeunesse africaine progressiste

Broad National Movement (BNM) Limited Ltd

Burundi Rugby League Rugby A Xiii Cooperative

Care 2 give, Inc

Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops

Center for Sex education and Family Life Ltd/Gte
Centro Mujeres A.C.
Chavara Cultural Centre
China Charity Alliance
Collectif Alpha Ujuvi
Community Human Rights and Advocacy Centre (CHRAC)
Cruelty Free International
Darfur Women Action Group
Earth
Envisions Institute of Development
Global Buddhist Foundation
Goringhaicona Khoi Khoi Indigenous Traditional Council
Grace Leadership Foundation Inc
Great Enlightenment Lotus Society Inc.
GSM Association
Health Limited
Helpage India
Human Is Right
Human Rights & Democratic Participation Center “SHAMS”
International Association of Justice Watch
International Convocation of Unitarian Universalist Women
International Council for Small Business
International Programme on the State of the Ocean
Jamia Islamiya Umar Faruk Charitable Trust Solapur
Kaleidoscope Human Rights Foundation Ltd.
Les femmes, la force du changement
Lion Damien Club
Maalkop Trading and Projects
Occupational Knowledge International
OneMama Incorporated
Organisation Attawassoul pour la Santé, la Femme et l’Enfant
Parents and Friends of Ex-Gays and Gays, Inc. (P-FOX)
Partnership for Observation of the Global Oceans Society
Peaceever TV International Media Group Inc.
Society for Union of Muslims And Empowerment (SUMAE) Foundation
Stichting CHOICE for Youth and Sexuality

Stichting Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict
Stichting Partnership on Sustainable, Low Carbon Transport (SLoCaT) Foundation
Stichting Wildlife Justice Commission
Swedwatch
Talent Incubator
The F W de Klerk Foundation Trust
The Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA)
Union des peuples autochtones pour le réveil au développement
UNISC International
United States Council for the International Business, Incorporated
Voluntary Integration for Education and Welfare of Society
Women in International Security (WIIS)
Women's Ordination Conference
Wynad Social Service Society
Yayasan Kota Kita Surakarta
YouChange China Social Entrepreneur Foundation
YOUTHLEAD (Jeunes Leaders)
YWCA of Japan

Demandes dont l'examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 181 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session de 2019 :

Afrikaanse Forum vir Burgerregte
Al-Imdaad Trust
Al-Shafa'a Humanitarian Organization
American Center for International Labor Solidarity
Anti-Corruption Foundation
Arab Program for Human Rights Activists
Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)
Asamblea Permanente por los Derechos Humanos La Matanza
ASOCIACION ENRAIZADOS EN CRISTO Y EN LA SOCIEDAD
Asociación Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora
Association mauritanienne d'appui aux nécessiteux
Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour "National Anti-Drug Union"
Association pour la défense des droits de l'homme et des revendications démocratiques/culturelles du peuple Azerbaidjanais-Iran « ARC »

Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI)
Assyrian Aid Society of America Inc.
Avaaz Foundation
Bahrain Center for Human Rights
Belarusian Fund of Peace
Blue Cross & Blue Crescent Society
Cairo Foundation for Development and Law
Canadian Human Rights International Organization– CHRIO
Centre international pour la paix et les droits de l’homme (CIPADH)
Centre Zagros pour les Droits de l’Homme
Cercle Martin Buber
Chanan Development Association
Child Foundation [USA]
China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation
Chinese Culture Promotion Society
Christian Solidarity International (CSI)
Churches for Middle East Peace
Citizens’ Alliance for North Korean Human Rights
Conflict Dynamics International, Inc.
Congrès mondial Amazigh (CMA)
Congrès National des Arméniens Occidentaux (CNAO)
Coordination Waï (Eveil) relative à l’unité nationale et la lutte contre l’esclavage
Coptic Solidarity
Dalit Welfare Association
Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)
Democracy Reporting International gGmbH
Diakonia
Diplomatic Mission Peace And Prosperity
Direct Focus Community Aid
Drug Free Pakistan Foundation
East Human Rights Group
EGAM – European Grassroots Antiracist Movement
Electronic Frontier Foundation, Inc.
Engineering Association for Development and Environment
Ensar Vakfi
Environmental and Societal Development Foundation

Eri-Platform
ESCR-Net – International Network for Economic, Social and Cultural Rights, Inc.
Establishment of Sheikh Thani bin Abdullah Al Thani for Humanitarian Services
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.
Etrat Fatemi Charity Institute
European coalition for just and effective drug policies (ENCOD)
Family Planning NSW
Family Policy Institute
Federal Bar Association
Fédération Euro-Méditerranéenne contre les Disparitions Forcées
Fondazione Giacomo Brodolini
Formation Awareness and Community Empowerment Society (FACES) Pakistan
Fundación Alianza por los Derechos, la Igualdad y la Solidaridad Internacional
Fundacja Otwarty Dialog
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global One 2015
Global Rights for Women
Gulf Centre for Human Rights (GCHR) Limited
Gulshan-e-John
Habilian Association
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad
HUIRA Village Support Organization
Humanitarian Tracker
IFEX
Imam Khomeini Relief Foundation
Individual Land Trust
Inimõiguste Instituut
International Action Network for Gender Equity and Law
International Association of Genocide Scholars, Inc.
International Child Rights Center
International Civil Society Action Network, Inc.
International Council on Monuments and Sites
International Dalit Solidarity Network
International Human Right Organization
International Medical Corps

International Non-Olympic Committee
International Non-Olympic University
International Organisation to Preserve Human Rights Ltd
International Organization for Educational Development
International Youth Committee
International Youth Council – Yemen Chapter (IYCY)
Interregional non-governmental human rights organization “Man and Law”
Interregional Non-governmental Organization “Committee against Torture”
İslam Dünyası Sivil Toplum Kuruluşları Birliği
Islamic African Relief Agency (IARA)
Jerusalem Institute of Justice
Justice Centre Hong Kong Limited
Kaarvan Crafts Foundation
Komitet pravnika za ljudska prava
Kurdistan Institute for Human Rights
Lawyers for Justice in Libya
Le Collectif de la Paix au Sri Lanka
Legal Center for Women’s Initiatives Sana Sezim
Ligue Mauritanienne pour l’appui aux initiatives associatives
Mangfoldhuset
Mother Helpage (UK)
Muslim Hands
NATIONAL COMMITTEE ON AMERICAN FOREIGN POLICY, INC
National Committee on BRICS Research
National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
National Human Rights Civic Association “Belarusian Helsinki Committee”
NAUH (Now Action & Unity for Human rights)
NK Watch
Non c’è pace senza giustizia
NORSAAC
OneNess Foundations Diaspora USA
Organisation Suisse d’aide aux réfugiés
Organisation Tamaynut
Pak Special Persons Welfare Society
Pakistan International Human Rights Organization
Partners for Peace and Prosperity, Inc.

Partners for Progressive Israel
Peace Brigades International
Peace Research Institute Oslo
Peace Without Limits (PWL) International Organization, Inc.
Public Organization “Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues and Monitoring the Drug Situation”
Research Society of International Law
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.
Rupani Foundation
Sabawon
Safe Care Trust International
Sahipkıran Stratejik Araştırmalar Merkezi
Salam for Democracy and Human Rights
Scholé Futuro
Sensitization Centre
Sex & Samfund
Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society
Shuhada Organization SO
Silk Road Chamber of International Commerce
Social Services Trust
Solidarity for Peace and Reunification of Korea
SOS EXCLUS pour la protection et l'épanouissement de la famille, de l'enfant et des personnes vulnérables
SOS Urgence
Southern African AIDS Trust (Association incorporated under Section 21)
Stichting Iranian Center for International Criminal Law
Stichting Mama Cash
Stichting Pro Papua
Su Politikaları Derneği
Swadhikar
Syrian American Medical Society Foundation
Terram Pacis
The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
The Bar Human Rights Committee
The Center for Bioethics and Culture
The Center for Justice and Accountability
The Centre for International Governance Innovation

The Global Initiative against Transnational Organized Crime
 The International Center for Supporting Rights and Freedoms
 The New Woman Foundation
 The Public Association “Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law” (the Republican Status)
 The Union of Non-governmental Associations – The International Non-governmental Organization “The World Union of Cossack Atamans”
 The Voice Society
 Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
 Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group Inc. (TAOC-IG)
 Trocaire
 Türk Kadınlar Birliği Derneği
 Türkiye Diyanet Vakfı
 United National Organization of Human Rights
 United Sikhs
 Vang Pao Peace Institute
 VšĮ “Žmogaus teisių apsauga”
 Welfare Association Jared
 West Papua Interest Association
 White Ribbon Alliance for Safe Motherhood, Inc
 Women Information Network
 Women’s Freedom Forum, Inc.
 Women’s Refugee Commission, Inc.
 World Association for Sexual Health
 World Fund for Development and Planning (WFDP)
 World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
 World Without Genocide
 Youth RISE (Resource, Information, Support, Education) Limited

Demandes de reclassement

6. À sa 27^e séance, le 24 mai, le Comité a examiné trois demandes de reclassement dont l’examen avait été reporté, qui figurent dans le document de séance publié sous la cote E/C.2/2019/CRP.36. Il a décidé de reporter à nouveau l’examen des demandes de reclassement des organisations ci-après, jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur avait posées :

Institute of Noahide Code
 The Fishermen
 Widows for Peace through Democracy

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

7. À sa 28^e séance, le 24 mai, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 21 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I e)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement

8. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 17^e à sa 21^e séance, du 16 au 21 mai 2019. Au total, il a examiné 243 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

9. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 156 organisations ci-après, parmi les 243 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

ABD Associació Benestar i Desenvolupament

Action Citoyenne pour l'Information et l'Education au Developpement Durable

Action pour le Respect et la Protection de l'Environnement

Action progressive pour la gestion de l'environnement

Actions pour la Réinsertion Sociale de la Femme

AFEDESE – Association pour l'encadrement des demunis et des déshérités

Afraz Cultural Association

Afric'ompetence

Afrique Secours Congo

Agir pour le Developpement "Act for Development" (Act-Dev)

Ajoke Ayisat Afolabi Foundation

All Believers Pentecostal Church International

All-Ukrainian Association "Successful Guards"

Anandi

Arms of Comfort Foundation

Asociacion Civil Kape Kape

Asociación Cultural Nueva Acrópolis de El Salvador

Asociación para la Prevención, Reinserción y Atención a la Mujer Prostituida

Associação Jadir de Taekwondo

Association Against Women Export (AAWE)

Association pour la sensibilisation de la drépanocytose

Association pour le rayonnement du Mali « Mali Yanga »

Anti-trafficking Action (ASTRA)
Australian Federation of Disability Organisations, Ltd (AFDO)
Aydın Doğan Vakfı
Azad Foundation [India]
Barisal Unnyon Sangstha (BUS)
Beijing Crafts Council
Bizchut, The Israel Human Rights Center for People with Disabilities, charity
Boğaziçi Üniversitesi Mezunu İş İnsanları Derneği
Bureau International des Containers et du Transport Intermodal BIC
Canadian Network for Maternal, Newborn and Child Health/Réseau Canadien sur la Santé des Mères, des Nouveau-Nés et des Enfants
Casa Hunter Associação Brasileira Dos Portadores Da Doença De Hunter E Outras Doenças Raras
Central Integrada de Apoio Familiar Pastor Rubens de Castro
Centre du Commerce International pour le Développement.
Centre for Health Science and Law (CHSL)
Centro internazionale sindacale per la cooperazione sviluppo
Christian Women for Excellence and Empowerment in Nigerian Society
Co-Exist Initiative Organization
Concern on Innovative Radiance Society
Concertation Nationale de la Société Civile du Togo (C.N.S.C.-Togo)
Construisons Ensemble Le Monde
Derecho Ambiente y Recursos Naturales
Disabled Women's Association
Dream Doctors (R.A.)
El Cantare Foundation
El Halev – The Organization for Martial Arts for Women in Israel (R.A.)
ELEM – Youth in Distress
Equality for Peace and Democracy Organization
Faudar Rural Educational Society for Harijans
Federacion De La Mujer Rural
Federacion Internacional De Empresarias BPW Spain (BPW Spain)
Fondation Sounga
Forum de la Jeunesse pour le Développement Durable (FO.JE.D.D.)
Foundation for Partnership Initiatives in the Niger Delta
Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza
Fundación para la Democracia Internacional

Fundacion para la Mejora de la Vida, la Cultura y la Sociedad
Fundación Ronda
Fundacion Saraki
Fundación Voluntarias Contra el Cancer, A.C.
Gender And Environmental Risk Reduction Initiative
Green and Better World
Haitian Connection
Healthy Aging India
Hope and Homes for Children
ILAN – Israel Association for Children with Disabilities (R.A)
Imani Works Corporation
IMPACT Foundation Inc. : The Emmanuel & Una Springer Memorial Foundation
Inclusion Ghana
Institut Mobile d’Education Démocratique (IMED)
Instituti për Kërkime dhe Alternativa Zhvillimi
Istituto Global da Paz
International Institute of Inforamtization and Public Administration named a fter
P.A. Stolypin
Investment Migration Council
Iran Autism Association
Istituto Diplomatico Internazionale
Japan Society for History Textbook
Karelian Republican Public Organization “Center for Support of Indigenous
Peoples and Civic Diplomacy – Young Karelia (Molodaya Karelia)”
Kesher – The Home for Special Families (RA)
King Khalid Foundation
Kuentai Non-Profit Organization
Kuentai-USA
Kuu Tinaa
Lasses Education & Healthcare Initiative
“Life & Business” Creativity Development Foundation
Maji Mazuri Centre International
Mandela Center International
Merja Zarka
Migrant Offshore Aid Station Foundation (MOAS)
Miss Caricom Int’l. Foundation CIP, INC
Musawah Global Vision Berhad

Muslim American Leadership Alliance
My Heart's Appeal, Inc.
National Association of Professional Social Workers in India
National Campaign for Education – Nepal
Northern Council for Global Cooperation
O.N.G. Norte Verde y Medio Ambiente
Observatoire Tunisien de l'Economie
Ofanim – non-profit association for the advancement of children and youths in Israel
Offthehook Foundation For Rural Dwellers
OISAT-WASAT (Organisation internationale de solidarité d'amitié et de tolérance – World Association for Solidarity Tolerance)
Okowa Five Charity Initiative
Organisation internationale des sciences chimiques pour le développement
Organisation internationale pour l'enfance
Organisation of African Youth
Organised Centre for Empowerment and Advocacy in Nigeria
Organização Nova Acrópole Lago Norte
Pasifika Migrant Services Charitable Trust
People Empowering People, Africa
Project HOPE – The People-to-People Health Foundation, Inc.
rashid international e.V.
Rose Academies, Inc.
Sahaj Sansthan Nokhada
Servicios y Asesoría para la Paz
Shuchona Foundation
Social & Economic Action for Lebanon, Inc.
Social Watch/Contrôle citoyen au Bénin
Society for Economic Empowerment and Entrepreneurship Development
Solidar Tunisie
Srei Foundation
Stichting Ezidis
Süreyya Eğitim Kültür ve Dayanışma Derneği
Sustainability Literacy Test (SULITEST)
Sustainable Run for Development
Synergie Feminine Pour La Paix Et Le Développement Durable
Synergie Institute of Trade Commerce and Industry

Telangana Jagruthi
The Alchemical Nursery Project, Inc
The Cosmos Foundation
The Health Officers Council of British Columbia
The Islamic Relief Association for the Orphan and the Poor
The Palestinian Consultative Staff for Developing NGOs in Jenin Governorate
The World Organization for Education, Sciences and Development
Transforming Africa Initiative – TAI
Trauma Care International Foundation
Tumuku Development and Cultural Union (TACUDU)
Uganda National NGO forum
Union des jeunes citoyens d’Afrique
Union of Northwest Human Rights Organisation
Union pour le Développement et la Coopération (UDEEC)
Unity Housing Company
“Vətəndaşların Sosial Rifahı Naminə” ictimai birliyi
Vicar Hope Foundation
Voice of Specially Abled People Inc.
Voie éclairée des enfants démunis (V.E.D.)
Watershed Organisation Trust, (WOTR)
West Africa Coalition for Indigenous People’s Rights (WACIPR)
Women and Youth Development Initiatives (WOYODEU)
Women Entrepreneurship Platform
Women in Politics Forum
Women’s Fund for Peace and Human Rights (WFPHR)
World Federation of Acupuncture-Moxibustion Societies
World Roma Federation Inc.
World Toilet Association
World Trade United Foundation Limited

Nouvelles demandes dont l’examen a été reporté

10. Le Comité a décidé de reporter l’examen des demandes d’admission des 87 organisations non gouvernementales ci-après jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur a posées à la reprise de sa session de 2019 :

Advocacy, Research, Training and Services (ARTS) Foundation
Al-Aqsa Association for the Development of the Islamic Waqf/Endowment
Alliance des Femmes pour l’Egalité et le Genre en Guinée
AlNajat Charity Society

American Gays and Lesbians Foundation
Asia Pacific Transgender Network
Association Mauritanienne Action pour le Développement Humain
Assyrian Documentation Centre
Atwar Organization for Research and Community Development
Baloch Voice Association
Beijing Volunteer Service Federation
Carlson Initiative for Peace and Human Rights
Centre d'étude et de prospective stratégique
Charity Organization "International Charity Foundation – Global Ukraine"
Children's Dignity Forum (CDF)
Climate-KIC Holding B.V.
Community Center for Integrated Development
Conflict Armament Research Ltd.
Coptic Orphans Support Association
Darülaceze Vakfı (Huzur Sağlık Ve Eğitim Vakfı)
Dementia Alliance International
Dimdim Humanitarian Relief Foundation
Drug Policy Network South East Europe
Dunya Yerel Yonetim ve Demokrasi (Istanbul Akademisi) Vakfi
Emberi Méltóság Központ
Eurasia Partnership Foundation
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
French Refugee Council
Fundación Latinoamérica Reforma
Gaia Education
GIN SSOGIE NPC
Gooddler Foundation
Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité
HERE-Humanitarian Exchange and Research Center
His Highness Maharaj Hanwant Singhji Charitable Trust
Hope Worldwide Pakistan
Human Development Foundation
Humanity Unified International, Inc
Insan Defending Human Rights
Institut arabe des chefs d'entreprise

Institut international de recherche, de documentation et de formation pour la prévention et la lutte contre la falsification des produits de santé

Institute of Rural Management

Institutia Privata Centrul National de Studii si Informare pentru Problemele Femeii "Parteneriat pentru Dezvoltare"

International Economic Organization World Distribution Federation (WDF)

International Interfaith Peace Corps, Inc.

International Legal Assistance Consortium

International Union for Sustainable Development

i-Smile International

Khmer M'Chas Srok (KMS)

Khmers Kampuchea-Krom Federation

Le conseil promotionnel pour l'action des jeunes en Afrique

National Youth Organization of Pakistan, Inc.

Non-Governmental Organization "Association Of Wives And Mothers Of Soldiers Participating In Ato"

North-East Affected Area Development Society (NEADS)

Onelife Initiative for Human Development

Organisation mondiale pour les femmes et les enfants

Organization of female conscience renewal

Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy (MIFTAH)

Pangloss

Peace Now

Pouya Institute for Communications and Social Development

Relations publiques sans frontières

Republican Social Information Center "Istiqbolli Avlod"

Réseau des Droits Humains du Kurdistan (Kurdistan Human Rights Network) – RDH-K

Réveil communautaire d'assistance aux victimes

Rights and Resources Institute, Inc.

RüstungsInformationsBüro e.V.

Shaik Taher Azzawi Charity Organization

Shrimad Rajchandra Sarvamangal Trust

Social Progress Imperative, Inc.

Society of Social Psychiatry and Mental Health

Solidarites International

SOS-Esclaves

Stichting Youth for Road Safety (Yours)

Syrian Youth Council
 Tangata Group, Inc.
 The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation
 The Global Initiative to End all Corporal Punishment of Children Limited
 The United Society
 Treatment Action Group
 Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
 Waste Management Society
 Welcome Clubs International, Incorporated
 Women's Rights and Health Project Ltd/Gte
 World Federation of Free Trade Zones Co., Limited
 Youth Initiative for Drug Research Information Support and Education
 Zhongguancun Belt and Road Industrial Promotion Association

Demandes de reclassement

11. À sa 21^e séance, le 21 mai, le Comité a examiné deux nouvelles demandes de reclassement, qui figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2019/R.3/Add.1](#). Il a décidé de recommander au Conseil de reclasser une organisation qui était inscrite sur la Liste en lui accordant le statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision I, al. b)]. Il a également décidé de reporter à nouveau l'examen d'une demande jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il avait posées.

Eastern Regional Organization for Public Administration

C. Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut

12. À sa 27^e séance, le 24 mai, le Comité a examiné une demande de fusion de Social Service Agency of the Protestant Church in Germany (dotée du statut consultatif spécial) avec Protestant Development Service (non dotée du statut consultatif) pour former la Protestant Agency for Diakonie and Development, dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures ; cette demande figure dans le document publié sous la cote [E/C.2/2019/CRP.37](#). Il a décidé de reporter à nouveau son examen jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il avait posées.

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses

13. Le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, relatif aux rapports quadriennaux dont l'examen a été reporté, et le point 4 b), relatif aux rapports quadriennaux nouvellement présentés, y compris pour le rétablissement, la suspension et le retrait du statut conformément à la résolution 2008/4, à ses 27 et 28 séances, tenues le 24 mai 2019. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les rapports quadriennaux d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2018/CRP.40) ;

b) Notes du Secrétaire général contenant les rapports quadriennaux pour la période 2013-2016 et 2014-2017 (E/C.2/2019/2/Add.3, E/C.2/2019/2/Add.4, et E/C.2/2019/2/Add.5 et E/C.2/2019/CRP 44-55) ;

c) Liste énumérant les organisations non gouvernementales dont le statut consultatif a été rétabli, suspendu ou retiré (E/C.2/2019/CRP.41-43) ;

d) Liste des nouvelles demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2019/CRP.38) et document relatif à une demande de changement de nom dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2019/CRP.39) ;

(e) Document présentant la demande d'une organisation non gouvernementale souhaitant être rayée de la liste des organisations dotées du même statut (E/C.2/2019/CRP.56).

A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité

14. À ses 27^e et 28^e séances, le 24 mai, le Comité a examiné le point 4 a) de l'ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté ». Il était saisi d'un document contenant la liste des 130 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2001-2017, dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures (voir E/C.2/2019/CRP.40). Sur les 130 rapports en question, le Comité a pris note de celui des 58 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] :

Alliance Defending Freedom (2014-2017)

Asian-Eurasian Human Rights Forum (2014-2017)

Canadian Environmental Network (2013-2016)

Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos (2014-2017)

Christian Conference of Asia (2012-2015)

Dominicans for Justice and Peace – Order of Preachers (2014-2017)

Dones per la Llibertat i Democràcia (2014-2017)

Donne in Rete contro la Violenza, ONLUS (2014-2017)

Eastern Regional Organization for Public Administration (2014-2017)

Education International (2014-2017)

End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes, Inc. (2014-2017)

Equality Now (2013-2016)

European Humanist Federation (2014-2017)
European Union of Women (2014-2017)
Federación Internacional de Fe y Alegría (2011-2014)
Fondation pour un centre pour le développement socio-économique (2014-2017)
Generation Initiative for Women and Youth Network (2014-2017)
Global Alliance against Traffic in Women (2014-2017)
Grassroots Organisations Operating Together in Sisterhood (2014-2017)
Habitat International Coalition (2013-2016)
Human Resource Development Foundation (2014-2017)
Human Rights Advocates, Inc. (2013-2016)
IBON International Foundation, Inc. (2014-2017)
IDPC Consortium (2014-2017)
Institute for Economics and Peace, Limited (2014-2017)
International Council of Societies of Industrial Design (ICSID) (2014-2017)
International Council on Social Welfare (2012-2015)
International Federation for Home Economics (2013-2016)
International Federation for Human Rights Leagues (2012-2015)
International Gay and Lesbian Human Rights Commission (2014-2017)
International Justice Resource Center, Inc. (2014-2017)
Japanese Association of International Women's Rights (JAIWR) (2014-2017)
John D and Catherine T MacArthur Foundation (2014-2017)
Kitakyushu Forum on Asian Women (KFAW) (2014-2017)
Kiwanis International (2014-2017)
Lawyers for Lawyers (2013-2016)
Lawyers' Rights Watch Canada (2013-2016)
Lawyers without Borders (2012-2015)
Lesbian and Gay Federation in Germany (2014-2017)
Mahila Dakshata Samiti (2012-2015)
Maryknoll Fathers and Brothers (2014-2017)
Maryknoll Sisters of St. Dominic, Inc (2014-2017)
Mennonite Central Committee (2014-2017)
Minhaj-ul-Quran International (2011-2014)
Minority Rights Group (2012-2015)
National Council of Women of Canada (2013-2016)
Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement International (2011-2014)

People's Solidarity for Participatory Democracy (2012-2015)
Presbyterian Church (USA) (2014-2017)
Reporters sans frontières International – Reporters without Borders International (2005-2008)
Reporters sans frontières International – Reporters without Borders International (2009-2012)
Scholars at Risk Network (2013-2016)
Witness (2013-2016)
World for World Organization (2014-2017)
World Jewish Congress (2011-2014)
World Organisation against Torture (2010-2013)
World Organization of the Scout Movement (2014-2017)
World Vision International (2012-2015)

15. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 72 rapports quadriennaux présentés par les organisations suivantes :

Amnesty International (2008-2011)
Amnesty International (2012-2015)
Armenian Assembly of America (2007-2010)
Armenian Assembly of America (2011-2014)
Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)
Baha'i International Community (2014-2017)
Catholics for Choice (2010-2013)
Católicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)
Center for Development of Civil Society (2014-2017)
Centrist Democratic International (2006-2009)
Centrist Democratic International (2010-2013)
Centrist Democratic International (2014-2017)
Cross-Cultural Solutions (2011-2014)
Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)
Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)
France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)
France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)
Freedom House (2007-2010)
Freedom House (2011-2014)
Fundación Pro Humanae Vitae (2014-2017)
Gender at Work (2014-2017)

Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)
Human Life International, Inc. (2014-2017)
Human Rights House Foundation (2011-2014)
Human Rights Watch (2009-2012)
Human Rights Watch (2013-2016)
Institute of Inter-Balkan Relations (2010-2013)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Alliance of Patients' Organizations (2014-2017)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2009-2012)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International PEN (2006-2009)
International Press Institute (2001-2004)
International Press Institute (2005-2008)
International Press Institute (2009-2012)
International Press Institute (2013-2016)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR) (2013-2016)
Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Miroslava International Alliance (2013-2016)
Médecins sans frontières (international) (2012-2015)
Medico International (2014-2017)
Natural Justice (2014-2017)
Open Society Institute (2013-2016)
Pathfinder International (2011-2014)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Redress Trust (2011-2014)
Reporters sans frontières International – Reporters without Borders International (2013-2016)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und Politische Bildung e.V. (2013-2016)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)

Temple of Understanding (2011-2014)
The Law Society (2014-2017)
The Royal Institution of Chartered Surveyors (2011-2014)
Ukrainian World Congress (2003-2006)
Ukrainian World Congress (2007-2010)
Ukrainian World Congress (2011-2014)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
United Nations Watch (2014-2017)
Verein Sudwind Entwicklungspolitik (2013-2016)
Women for Women's Human Rights – New Ways (2009-2012)
World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)
World Council of Independent Christian Churches (2012-2015)
World Hunger Year, Inc. (2012-2015)
Young Women's Christian Association (2013-2016)
Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

16. À sa 27^e séance, le 24 mai, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 190 nouveaux rapports quadriennaux ([E/C.2/2019/2/Add.3](#), [E/C.2/2019/2/Add.4](#), [E/C.2/2019/2/Add.5](#) et [E/C.2/2019/2/CRP.44-55](#)). Il a pris acte de 187 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations suivantes :

Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)
International PEN (2014-2017)
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)

C. Questions connexes diverses

Demandes de changement de nom

17. À sa 27^e séance, le 24 mai, le Comité a examiné huit nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et une demande de changement de nom, demandes dont il avait reporté l'examen et qui figurent respectivement dans les documents publiés sous les cotes [E/C.2/2019/CRP.38](#) et [E/C.2/2019/CRP.39](#). Il a décidé de prendre note du changement de nom des huit organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et de reporter à nouveau l'examen de la demande de changement de nom de l'organisation ci-après, jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il lui avait posées :

Initiative féministe européenne (statut consultatif spécial, 2016) en Initiative féministe euroméditerranéenne (IFE-EFI).

Demande de retrait du statut consultatif

18. À sa 28^e séance, le 24 mai, le Comité a pris note de la demande présentée par l'ONG Global Spatial Data Infrastructure, qui souhaite être rayée de la liste des organisations dotées du statut consultatif en raison de la dissolution de ladite organisation (voir chap. I, projet de décision II).

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

19. À sa 17^e séance, le 16 mai, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat » ; le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil » ; le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et a entendu des rapports oraux présentés par des membres du Secrétariat.

20. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a déclaré que le nombre de demandes d'admission au statut consultatif adressées au Service n'avait cessé d'augmenter de manière régulière au fil des ans, avec 820 demandes en 2018, contre 774 en 2017 et 630 en 2016. En conséquence, le traitement de ces nouvelles demandes et des rapports quadriennaux avait alourdi la charge de travail du Service, ce qui avait entraîné un retard dans la présentation des demandes au Comité. Il a ajouté que cette augmentation avait également eu des répercussions sur les travaux du Comité, étant donné que, depuis 2018, ce dernier recevait plus de 500 demandes par an, contre une moyenne annuelle de 350 avant 2015. Il a rappelé que l'Assemblée générale, dans sa résolution [72/305](#) relative à l'examen de l'application de la résolution [68/1](#) de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social, avait invité le Comité à examiner rapidement les moyens de gérer efficacement la prolifération des demandes d'admission au statut consultatif émanant des organisations non gouvernementales, et a affirmé que le Secrétariat était prêt à appuyer le Comité à cet effet. Le Chef par intérim a indiqué au Comité que le Secrétariat étudiait les possibilités de rationaliser davantage la documentation soumise audit Comité, en vue de réduire le volume global de travail et de traduction ainsi que les procédures connexes, et indiqué que le Secrétariat soumettrait au Comité plusieurs propositions sur la question en vue de leur examen.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

21. À sa 17^e séance, le 16 mai, la représentante de l'Inde a rappelé que le Comité avait étudié une proposition tendant à examiner les demandes d'admission au statut consultatif au regard de la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et qu'il avait organisé plusieurs réunions informelles pour étudier les propositions relatives à la mise en place d'un tel examen. Elle a demandé si de nouveaux progrès avaient été accomplis à cet égard.

22. Le Président a rappelé que le Comité avait tenu une réunion informelle le 27 mars 2019, au cours de laquelle il avait entendu un exposé présenté au nom du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix concernant la Liste relative aux sanctions. Il a suggéré qu'un groupe de travail informel chargé d'étudier les propositions relatives à l'examen des demandes soit créé.

23. Le représentant de Mexique s'est félicité de la création du groupe de travail informel et a demandé au Président des éclaircissements sur les objectifs précis et le cadre exact des travaux dudit groupe. Il a demandé en outre s'il existait un quelconque précédent dans le cadre des travaux accomplis par le Comité quant à l'établissement de groupes de travail informels.

24. Le Président a confirmé que le Comité avait en effet déjà été chargé de créer un tel groupe et indiqué que le groupe de travail envisagé aurait pour but de faire des propositions concrètes au Comité, en consultation avec le Secrétariat, quant à la mise en œuvre de l'examen des demandes d'admission au statut consultatif au regard de la Liste relative aux sanctions. Il a ajouté qu'une fois approuvées, les propositions du Comité seraient soumises au Conseil économique et social pour adoption.

25. Le représentant du Secrétariat a en outre confirmé qu'en 2000, le Comité avait créé un groupe de travail informel chargé de réviser et de mettre à jour le questionnaire relatif aux demandes d'admission. Il a ajouté que les réunions informelles du groupe de travail offrirait l'occasion de débattre des répercussions considérables de la proposition d'examen des demandes sur la charge de travail des membres du Service des organisations non gouvernementales. Il a, par ailleurs, souligné qu'une telle proposition d'examen aurait également des incidences sur les méthodes de travail du Comité, notamment en ce qui concerne la ou les mesures prises si une organisation figurait sur la Liste récapitulative relative aux sanctions.

26. Le Président a expliqué que la création du groupe de travail donnerait l'occasion d'examiner en profondeur les diverses propositions dont le Comité était saisi et de formuler des propositions concrètes à soumettre à ce dernier pour examen.

27. L'observateur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a averti que le fait d'ajouter ainsi une nouvelle étape risquait de retarder le traitement des demandes soumises au Comité par les organisations non gouvernementales. Il a donc proposé au Comité d'envisager plutôt qu'il soit demandé aux organisations non gouvernementales de déclarer si elles figuraient ou non sur la Liste relative aux sanctions.

28. Le Président a précisé que le groupe de travail examinerait toutes les propositions viables, y compris celle du Royaume-Uni, et qu'il faudrait organiser des consultations informelles pour examiner toutes les options. En l'absence d'objection, le Président a annoncé la création d'un groupe de travail informel ouvert chargé d'étudier les propositions relatives à la mise en œuvre de l'examen des demandes d'admission au statut consultatif des organisations non gouvernementales au regard de la Liste récapitulative des sanctions, en vue de soumettre lesdites propositions au Comité pour examen.

Organisations non gouvernementales devant être entendues par le Conseil à sa session de 2019

29. À sa 17^e séance, le 16 mai 2019, le Comité a pris note des communications reçues des 84 organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif, ayant exprimé le souhait d'être entendues par le Conseil à sa session de 2019, communications qui figuraient dans le document de conférence E/C.2/2019/CRP.34 :

Abaad Resource Center for Gender Equality (statut consultatif spécial, 2016)

African Views Organization (statut consultatif spécial, 2014)

Al-Ayn Social Care Foundation (statut consultatif spécial, 2016)

Asociación Civil Hecho por Nosotros (statut consultatif spécial, 2016)

Asocio Esperanto Radikala (statut consultatif spécial, 2017)

Associação Brasileira dos Organizadores de Festivais de Folclore e Artes Populares (statut consultatif spécial, 2017)

Association for Rural Area Social Modification, Improvement and Nestling (statut consultatif spécial, 2017)

Association Humanity First Cameroon (statut consultatif spécial, 2018)

Association malienne de savoir construire (A.M.S.C) (statut consultatif spécial, 2016)

Association of Indigenous Peoples of the North, Siberia and Far East of the Russian Federation (RAIPON) (statut consultatif spécial, 2001)

Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la femme africaine (statut consultatif spécial, 2013)

Atheist Alliance International (statut consultatif spécial, 2013)

Bäuerliche Erzeugergemeinschaft Schwäbisch Hall, wV (statut consultatif spécial, 2017)

Belediye Ve Özel İdare Çalışanlari Birliği Sendikası (statut consultatif spécial, 2018)

BJD Reinsurance Consulting, LLC (statut consultatif spécial, 2016)

Books To Africa International (statut consultatif spécial, 2017)

Center of Civil Initiatives Support (statut consultatif spécial, 2016)

Citizens' Coalition for Economic Justice (statut consultatif spécial, 1999)

Confederazione Generale Italiana del Lavoro/General Italian Confederation of Labour (statut consultatif spécial, 1999)

Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social (CORPROGRESO) (statut consultatif spécial, 2012)

Diligent Care for Creative Intelligence Development (statut consultatif spécial, 2017)

Ethiopia Africa Black International Congress Church of Salvation (statut consultatif spécial, 2018)

Euro Atlantic Diplomacy Society Association (statut consultatif spécial, 2018)

EUROGEO (statut consultatif spécial, 2017)

First Modern Agro. Tools – Common Initiative Group (FIMOATCIG) (statut consultatif spécial, 2018)

Fondation généreuse développement (statut consultatif spécial, 2010)

Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement (statut consultatif spécial, 2015)

Fundação Antonio Meneghetti (statut consultatif spécial, 2018)

Fundación Argentina a las Naciones Camino a la Verdad (statut consultatif spécial, 2012)

Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social (statut consultatif spécial, 2015)

Fundación Luz María (statut consultatif spécial, 2015)

Fundación Multitudes (statut consultatif spécial, 2018)

Global Distribution Advocates, Inc. (statut consultatif spécial, 2016)

Global Forum for Media Development (statut consultatif spécial, 2018)

Global Utmaning (statut consultatif spécial, 2018)

Grand Triangle, Inc. (statut consultatif spécial, 2011)

Huairou Commission : Women, Homes and Community (statut consultatif spécial, 2005)

Ifendu for Women's Development (statut consultatif spécial, 2010)

Imam Ali's Popular Students Relief Society (statut consultatif général, 2018)

India Water Foundation (statut consultatif spécial, 2016)

International Committee for Peace and Reconciliation (statut consultatif spécial, 2006)

International Federation for Family Development (statut consultatif général, 2011)

International Gay and Lesbian Human Rights Commission (statut consultatif spécial, 2010)

International Native Tradition Interchange, Inc. (statut consultatif spécial, 2004)

International Real Estate Federation (statut consultatif spécial, 1995)

International Rescue Committee (statut consultatif spécial, 1999)

Islamic Research and Information Artistic and Cultural Institute (statut consultatif spécial, 2015)

Legião de Boa Vontade/Legion of Good Will (statut consultatif général, 1999)

Liberian United Youth for Community Safety and Development (statut consultatif spécial, 2012)

Maat for Peace, Development and Human Rights Association (statut consultatif spécial, 2016)

Maruah – Working Group for an ASEAN Human Rights Mechanism, Singapour (statut consultatif spécial, 2014)

Observatorio Mexicano de la Crisis, AC (statut consultatif spécial, 2012)

Operation Hope, Inc. (statut consultatif spécial, 2018)

Partners for Transparency (statut consultatif spécial, 2018)

Pirate Parties International Headquarters (statut consultatif spécial, 2017)

Romanian Independent Society of Human Rights (statut consultatif spécial, 1999)

Saudi Green Building Forum (statut consultatif spécial, 2017)

Self-Help Development Facilitators (statut consultatif spécial, 2011)

Shivi Development Society (statut consultatif spécial, 2015)

Sigma Theta Tau, International Honor Society of Nursing, Inc. (statut consultatif spécial, 2012)

Sindhi Adhikar Manch Association (statut consultatif spécial, 2016)

Singapore Anti-Narcotics Association (statut consultatif spécial, 2018)

Soroor Mehr Andishan Rastin Institute (statut consultatif spécial, 2018)

Stichting International Civil Society Support (statut consultatif spécial, 2015)

Stiftelsen Stockholm International Water Institute (statut consultatif spécial, 2015)

Sulabh International Centre for Action Sociology (statut consultatif spécial, 2017)

Swasti (statut consultatif spécial, 2017)

The Arab Council for Supporting Fair Trial (statut consultatif spécial, 2018)

The Association of People with Disability (statut consultatif spécial, 2018)

The Athena Fund – Laptop Computer for Each Teacher (statut consultatif spécial, 2018)

The Brooke (statut consultatif spécial, 2017)

The Royal Institution of Chartered Surveyors (statut consultatif spécial, 2003)

United States Sustainable Development Corporation (statut consultatif spécial, 2015)

United Towns Agency for North-South Cooperation (statut consultatif spécial, 1995)

Vaagdhara (statut consultatif spécial, 2011)

Vues et voix (statut consultatif spécial, 2014)

Women Deliver, Inc. (statut consultatif spécial, 2012)

- Word of Life International, Inc. (statut consultatif spécial, 2018)
- World Council for Curriculum and Instruction (statut consultatif spécial, 2017)
- World Forum for Ethics in Business (statut consultatif spécial, 2017)
- World Organization of the Scout Movement (statut consultatif général, 1998)
- World Society of Victimology (statut consultatif spécial, 1987)
- World Union of Small and Medium Enterprises (statut consultatif spécial, 2013)
- Yakutia – Our Opinion (statut consultatif spécial, 2012)

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

30. À sa 17^e séance, le 16 mai, le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des rapports spéciaux ». Le représentant de la Chine a informé le Comité que le 5 mars 2019, l'organisation non gouvernementale Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (CAP pour la liberté de conscience), organisation dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social depuis 2016, avait organisé une manifestation parallèle au Palais des Nations à Genève durant laquelle elle avait fait référence au « Turkestan oriental ». Il a ajouté que la même référence figurait sur le site Web de l'organisation ainsi que dans les brochures distribuées par cette dernière pendant ladite manifestation. Il a insisté sur le fait que l'emploi de l'expression « Turkestan oriental » revêtait une dimension politique, qui mettait en péril la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine et constituait donc une violation grave des buts et principes de la Charte des Nations Unies ainsi que du paragraphe 57 a) de la résolution 1996/31.

31. Le représentant de la Chine a rappelé que le paragraphe 57 de la résolution 1996/31 précisait les mesures à prendre si une organisation, directement ou par l'intermédiaire d'organismes qui y étaient rattachés ou de représentants agissant en son nom, abusait manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement à des actes en contradiction avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, notamment des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques dirigés contre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies en contradiction avec ces buts et principes. Il a par conséquent demandé à l'organisation en question de modifier immédiatement les assertions incorrectes figurant sur son site Web, de se conformer aux buts et principes des Nations Unies et de la résolution 1996/31 dans ses activités futures, notamment en respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, et de s'abstenir de faire de telles erreurs.

VII. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2020 du Comité

32. À sa 28^e séance, le 24 mai, le Comité a examiné le point 9 de l'ordre du jour, intitulé « Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2020 du Comité ». Pour ce faire, il était saisi du projet d'ordre du jour provisoire de sa session de 2020 ([E/C.2/2019/L.1](#)).

33. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil les dates ci-après pour ses sessions de 2020 : du 20 au 29 janvier et le 7 février 2020 pour sa session ordinaire, et du 18 au 28 mai et le 5 juin pour la reprise de sa session de 2020.

VIII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

34. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu la reprise de sa session de 2019 le 16 mai, du 20 au 24 mai et le 4 juin. Il a tenu 13 séances.

35. À la 17^e séance, le 16 mai, le Président de la session de 2019 du Comité a prononcé un discours d'ouverture, suivi d'une déclaration liminaire du Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales, qui relève du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable (Département des affaires économiques et sociales). (voir plus haut par. 19 et 20).

36. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration générale dans laquelle il a affirmé que sa délégation était résolue à améliorer l'accès des organisations de la société civile à l'Organisation des Nations Unies. Il a accueilli avec satisfaction les consultations tenues le 22 juin 2018 entre le Comité et les ONG dotées du statut consultatif, conformément à la résolution 1996/31, et a dit espérer que des consultations similaires seraient organisées en 2019. Il a affirmé qu'il importait de veiller à ce que les travaux du Comité soient ouverts, transparents et accessibles à la société civile du monde entier. Il s'est félicité de la hausse du nombre de demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil, dont il a considéré qu'elle reflétait l'importance et le poids, à l'échelle mondiale, dudit statut pour les organisations non gouvernementales.

37. Rappelant qu'au paragraphe 22 de la résolution 72/305 de l'Assemblée générale sur l'examen de l'application de la résolution 68/1 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social, le Comité chargé des organisations non gouvernementales a été invité à examiner rapidement les moyens de gérer efficacement la prolifération des demandes d'admission au statut consultatif émanant de ces organisations, conformément aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil, le représentant des États-Unis a encouragé le Comité à prendre des mesures en ce sens. Il a toutefois prié ce dernier d'accélérer l'examen des demandes d'admission et a salué la décision d'appliquer une limite de temps stricte afin de garantir que toutes les demandes reçoivent l'attention nécessaire. Il s'est dit préoccupé par le fait que le Comité tendait à reporter l'examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales, a fait observer à cet égard que les rapports de plusieurs d'entre elles, en particulier ceux consacrés aux droits de l'homme et aux questions humanitaires, étaient en attente de traitement depuis plusieurs années, et déclaré que cette pratique politisait l'action du Comité. Il a demandé à ce dernier de s'acquitter de son mandat et de mener ses travaux conformément à la résolution 1996/31.

38. Le représentant du Brésil a souligné que sa délégation était favorable à un dialogue ouvert et transparent avec la société civile. Il s'est réjoui de constater que les organisations non gouvernementales étaient de plus en plus déterminées à contribuer à ce mécanisme et à partager leurs points de vue uniques sur les diverses questions économiques et sociales à l'ordre du jour. Il a affirmé que sa délégation appuyait les travaux du Comité sur la base de la résolution 1996/31, par laquelle le Comité a établi à la fois les critères d'admission au statut consultatif et les obligations dont les organisations non gouvernementales doivent s'acquitter en vertu de la Charte des Nations Unies. Il s'est félicité des efforts déployés pour promouvoir la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et améliorer les méthodes de travail du Comité, notamment la retransmission de ses sessions sur le Web, laquelle a permis aux organisations non

gouvernementales du monde entier d'en suivre les débats. Il a en outre affirmé que sa délégation attachait une grande importance à la présence de la société civile au sein de l'Organisation des Nations Unies, qui était un moyen de promouvoir le dialogue et la compréhension entre les cultures, et qu'elle appuyait la mise en place d'un programme multilatéral efficace et participatif.

39. La représentante de l'Estonie a souligné que la participation de la société civile et des organisations non gouvernementales était un aspect essentiel des travaux de l'Organisation des Nations Unies. Notant que le nombre de demandes soumises par les organisations non gouvernementales augmentait chaque année, elle a déclaré que le Comité devait s'adapter afin de gérer efficacement l'augmentation de sa charge de travail et le traitement desdites demandes, et a suggéré que le Comité fasse un meilleur usage du temps qu'il consacrait aux demandes dont il a reporté l'examen. Elle a également déclaré qu'afin d'éviter l'accumulation inutile des demandes d'admission, le Comité devrait prendre soin de ne pas retarder le traitement des demandes dont il a reporté l'examen. Elle a ajouté que lorsqu'un membre du Comité posait une question, il fallait prendre le temps de s'assurer que cette dernière n'avait pas déjà été traitée dans les réponses précédemment fournies par l'organisation non gouvernementale concernée ou dans sa demande d'admission. Elle a fait observer qu'en préparant ses questions, le Comité réduirait considérablement le temps qu'il consacre, pendant la session, à la formulation de ces dernières. Elle a déclaré soutenir résolument les organisations non gouvernementales qui s'attachaient à assurer l'application des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle a souligné les contributions des organisations non gouvernementales aux processus d'élaboration des politiques, sous la forme de données et de points de vue qui n'auraient pas prises en compte autrement, et elle a ajouté qu'il était important que le Comité soit efficace, rapide et réactif en matière de prise de décisions. Elle a en outre déclaré qu'en gérant efficacement la charge de travail de plus en plus lourde à laquelle il devrait faire face, le Comité démontrerait son attachement à l'esprit, aux principes et aux aspirations de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1996/31.

40. L'observateur du Royaume-Uni a souligné le rôle essentiel que jouait la société civile dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Il a relevé que les membres des organisations de la société civile étaient le vecteur de communication, d'innovation et d'idées entre les personnes qu'ils représentaient et les gouvernements avec lesquels ils travaillaient, ajoutant que ces organisations permettaient de représenter le point de vue des personnes qui, dans certains pays, n'étaient pas en mesure de faire entendre leurs propres préoccupations ou de critiquer leur gouvernement. Il a prié le Comité de veiller à ce que l'accréditation des organisations non gouvernementales soit aussi transparente et efficace que possible. Il a en outre souligné que la collaboration avec ces organisations devrait être au cœur des activités de l'Organisation des Nations Unies et qu'il faudrait multiplier les possibilités de collaboration avec ces dernières et non les réduire à néant. Il s'est dit préoccupé par le volume important de demandes dont l'examen a été reporté et a prié le Comité de remédier aux retards accumulés, de fournir des informations aux organisations non gouvernementales et de leur accorder suffisamment de temps pour répondre aux questions qu'il leur a posées.

41. L'observateur du Royaume-Uni a invité les pays à montrer l'exemple au niveau national en organisant des consultations constructives avec la société civile, notant que dans son pays, cette approche avait contribué à forger des liens solides entre la société civile et l'État. Il s'est en outre déclaré préoccupé de constater que des organisations non gouvernementales participant aux travaux de l'Organisation avaient déclaré avoir été victimes d'actes d'intimidation et de représailles, ainsi que de harcèlement, et a fermement condamné toutes les formes d'intimidation et de représailles dont ces organisations, en général, pouvaient être victimes. Il a demandé

à l'Organisation d'affirmer haut et fort qu'elle accordait une grande importance à l'action de la société civile qui permettait à la population de s'exprimer, de débattre et de protester, tant hors ligne qu'en ligne, et a souligné le rôle majeur des médias à cet égard. Il a mis l'accent sur le fait que sa délégation s'efforçait de promouvoir la liberté et l'indépendance des médias et a engagé le Comité à donner aux organisations non gouvernementales, y compris celles qui travaillaient dans le domaine des médias, l'attention qu'elles méritaient.

42. À la 28^e séance, le 24 mai, la représentante des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration dans laquelle elle s'est dite préoccupée de constater que certaines questions posées par les délégations aux ONG au cours de la session n'entraient pas dans le champ d'application de la résolution 1996/31 et ne favorisaient pas les libertés fondamentales consacrées par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle a souligné que le Comité avait le devoir de promouvoir les droits consacrés par la Déclaration, notamment la protection de la liberté d'expression pour tous. Elle a prié instamment le Comité de mettre fin à la pratique consistant à adresser des requêtes aux organisations, notamment pour demander à ces dernières de censurer leur présence en ligne, ce qui, selon, elle, avait pour effet de restreindre la liberté d'expression ou d'étouffer la voix des membres de la société civile au sein de l'Organisation des Nations Unies. Elle a rappelé que, dans sa résolution 1996/31, le Conseil économique et social avait affirmé l'importance revêtue par la société civile dans les travaux de l'Organisation. Elle a estimé que les décisions relatives à l'admission au statut consultatif devaient être prises pour permettre aux ONG qui se faisaient le porte-parole d'une partie importante de l'opinion publique de se faire entendre au sein de l'Organisation des Nations Unies, et a réaffirmé que sa délégation appelait les membres du Comité à s'engager de nouveau à faire en sorte que ce dernier et l'Organisation soient plus accessibles aux organisations de la société civile.

43. À la même séance, le représentant de la Chine a affirmé que sa délégation appuyait la participation constructive des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation. Il a déclaré que sa délégation était d'avis que, dans le cadre des activités menées par l'Organisation, toutes les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif devaient se conformer strictement aux règles pertinentes de l'Organisation, faisant observer que tous les États Membres s'étaient mis d'accord sur ce point. Il a souligné que toutes les organisations non gouvernementales qui soumettaient une demande d'admission au statut consultatif auprès du Conseil devraient également se conformer aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et agir conformément à l'esprit de la résolution 1996/31.

44. Le représentant de Cuba a indiqué que la déclaration faite par les États-Unis était pernicieuse et qu'elle véhiculait une image erronée des travaux du Comité. Il a souligné que tous les membres du Comité avaient le droit de poser des questions et d'exprimer leurs vues, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil. Il a demandé aux États-Unis d'éviter de formuler des assertions ambiguës, notamment concernant une prétendue restriction à la liberté d'expression ou, à défaut, de fournir des exemples précis à l'appui. Il a fait valoir que la déclaration des États-Unis visait à ternir le rapport du Comité et que les observations relatives aux travaux de ce dernier devaient être concrètes et énoncées de manière responsable.

45. Dans ses observations finales, le Président a rappelé que l'Assemblée générale, dans sa résolution [72/305](#), avait invité le Comité à examiner rapidement les moyens de gérer efficacement la prolifération des demandes d'admission au statut consultatif émanant des organisations non gouvernementales. Il a proposé de tenir des réunions informelles pour examiner cette requête avant la session ordinaire du Comité, qui se tiendra en janvier 2020.

B. Participation

46. Les dix-neuf membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non-membres, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2019/INF/2](#).

47. À la reprise de sa session de 2019, le Comité a entendu 15 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

48. Pour la reprise de la session, la composition du Bureau du Comité est la suivante : M. Mohamed Sallam (Soudan), Président, et M. Nadav Yesod (Israël), Vice-Président.

D. Ordre du jour

49. L'ordre du jour ([E/C.2/2019/1](#)) de la session ordinaire de 2019 et de ses reprises se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté ;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.

6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2020 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session de 2019

IX. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2019

50. À sa 28^e séance, le 24 mai 2019, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Vice-Président à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil pour que celui-ci y donne la suite voulue.

51. À sa 29^e séance, le 4 juin 2019, le Comité a adopté le présent rapport.
